

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 20 NOVEMBRE 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX ~~XXXX~~ F.

## EDITORIAL

### SOUFRIERE C'EST LA FIN!

La conférence des scientifiques qui s'est déroulée à Paris durant le début de cette semaine a finalement confirmé l'analyse faite par l'équipe d'Haroun Tazieff sur l'évolution du volcan la Soufrière.

La conférence a conclu qu'il n'y avait pas de risques d'éruption violente mettant en danger la vie des populations. En tout cas si une telle éruption avait lieu, on en serait informé par des signes prémonitoires au moins trois jours à l'avance.

Interrogé sur ce qu'il pensait de ces conclusions, Tazieff déclare qu'il n'y avait là rien d'étonnant car le nombre de volcanologues présents à cette conférence était supérieur aux non volcanologues. Ce qui aurait facilité l'adoption de ses analyses par la conférence.

Mais cela signifie aussi que le gouvernement français s'est montré dans toute cette affaire d'une grande irresponsabilité. Cela sur deux plans. En prenant la décision d'évacuer sans aucun discernement toute la population de la région menacée, il a causé un tort immense à la région de Basse-Terre et entraîné des souffrances et des pertes matérielles à des milliers de gens. Il a été à l'origine du licenciement de centaines de travailleurs.

Sur un autre plan, il a commis une mauvaise action. Car en criant au loup avant qu'il y ait un danger réel, il a pris le risque que beaucoup ne croient plus du tout au danger quand il y en aura un réellement. Car personne - pas plus Tazieff que les autres - n'a écarté à tout jamais le danger d'une éruption violente. En prenant des décisions inconsidérées, le gouvernement a rendu pour l'avenir plus difficile l'organisation de la sécurité et des mesures de protection en cas de danger réel.

La conduite la plus cohérente aurait dû être d'abord de ne pas mettre à l'index l'équipe la plus expérimentée en volcanologie - Tazieff - sous prétexte que ce dernier avait porté des critiques sévères contre le manque de crédits et de matériel dévolus à la surveillance du volcan. Le gouvernement avant de régler des comptes avec Tazieff, aurait dû prendre en considération l'intérêt de la population.

## GROSSE MONTAGNE

### après 4 jours de grève, les travailleurs obtiennent satisfaction

C'est donc après quatre jours de grève, du vendredi 12 novembre au mardi 16 novembre et plus de huit heures de difficiles négociations, le mardi 16, que les ouvriers de l'usine Grosse-Montagne obtiennent satisfaction. Les 22 travailleurs parmi les plus anciens, qui l'an dernier avaient été écartés de la liste des permanents, le devenaient cette fois. A ce titre, ils travailleront toute l'année et en cas de licenciement pourront bénéficier de toutes les indemnités prévues par la législation du travail. Mais cela, les ouvriers de Grosse-Montagne, l'ont obtenu, grâce à leur détermination à se battre, et à leur capacité de s'organiser. Déjà pour contraindre les responsables de l'usine à discuter, il avait fallu menacer Hayot le directeur, de le séquestrer le samedi 13 pour qu'il accepte de fixer le rendez-vous des négociations au mardi 16, à 9 heures.

Ce jour là dès 7 heures, la totalité des travailleurs se rassemblait autour des bureaux où devaient se dérouler les négociations. C'est donc en présence de 150 ouvriers que les responsables syndicaux et les délégués du personnel entamaient la discussion avec la direction

de l'usine.

A 12 heures, ils en revenaient sans avoir rien obtenu, et un nouveau rendez-vous était arrêté pour le même jour à 14 heures. Après maintes tergiversations et la tentative presque avouée de faire trainer les choses, un accord intervenait au terme duquel la liste des 22 travailleurs présentée par les représentants syndicaux était acceptée. Ce qu'il faut noter, c'est que pendant tout le temps où se déroulèrent les négociations, pas un seul travailleur ne manquait à l'appel. C'est précisément sous cette pression et grâce à cette pression constante des ouvriers que Hayot et Simonnet se virent obligés de satisfaire leurs revendications. De même, c'est à cause de la volonté unanime de tous les ouvriers de poursuivre la lutte le mercredi 17, que 12 saisonniers du garage passaient eux aussi au statut de permanents. C'est là une leçon que les travailleurs de Grosse-Montagne ne sont pas prêts d'oublier. D'autant que toutes les fois où ils ont eu gain de cause, ils l'ont obtenu par un combat déterminé et par leur ténacité.

.....

## SOUFRIERE

### QUELLE POPULATION FAIRE ?

Quelle aurait dû être la conduite d'une politique juste, dans l'affaire de la Soufrière ?

Il fallait associer la population à la surveillance du volcan, il aurait fallu l'initier aux problèmes du volcanisme ; il était aussi possible dans le domaine de la sécurité, d'associer cette population à l'organisation de sa propre sauvegarde.

Le gouvernement ne l'a pas fait. Au premier pronostic alarmiste de l'un des scientifiques, il a paniqué. Alors qu'il disposait de plusieurs mois auparavant pour que la sécurité soit organisée d'une façon populaire, le gouvernement a préféré maintenir la population en état d'infériorité en face du problème de l'éruption. Et quand on lui a pronostiqué un danger grave, c'est à 72 000 assistés qu'il a voulu avoir affaire. Ce qui supprimait toute possibilité de critiquer son action. Comme si l'imminence d'un

danger impliquait que toute la population devait se livrer aux mains d'un sauveur suprême, en l'occurrence le préfet Aurousseau et plus tard Stirn.

L'affaire se termine par la déconfiture de ces dirigeants colonialistes. Et cela est bien ainsi. Ils ont joué aux grands organisateurs de volcano-politique - Stirn ne parlait-il pas de " première mondiale - le spectacle prend fin.

Ne faudrait-il pas chasser ces mauvais " metteurs en scène " ?

.....

Directeur de publication : M.E.ZOZOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

2<sup>e</sup>ème supplément au mensuel N° 68

# CONCORDE A LA MARTINIQUE

L'arrivée de Concorde à la Martinique a donné cours à un véritable déchainement de cocoricos hystériques de la part de la radio et de la presse coloniale.

On peut dire qu'à défaut d'avoir été une affaire commerciale - (il est invendable et invendu) - Concorde aurait bénéficié d'une superbe opération publicitaire : moins il rapporte plus on en parle !

En effet, pour masquer le scandale que constituent les milliards dépensés pour la construction de cet avion, le gouvernement français a lancé une vaste campagne de publicité bruyante et tape-à-l'œil pour vanter tous les mérites de l'appareil supersonique.

Car si Concorde est une réussite de la technique, il n'en reste pas moins que son utilité sociale est pratiquement nulle il ne sert qu'à faire gagner un peu de temps à une poignée de privilégiés dans la traversée de l'Atlantique.

Quand on sait que le prix de revient d'un appareil est de près de deux milliards, voilà des minutes qui coûtent cher.

Mais l'utilité de Concorde est ailleurs elle est du côté des industriels qui travaillent directement pour l'aéronautique et qui ont largement bénéficié des milliards payés par l'Etat, c'est dire par les contribuables pour la construction de Concorde.

Bien que Concorde ait été un échec commercial et un énorme gouffre, cela n'arrête pas l'Etat français dans son projet de mettre au point un Super-Concorde qui reviendrait à plus du double du coût du premier. Les capitalistes français qui seront liés à cette opération ont donc de quoi se frotter les mains.

## martinique

### SMET : il faut se payer sur le capital

Enfin la S.M.E.T. a déposé son bilan, mais elle attend encore un geste de bonne volonté de la part des pouvoirs publics, c'est à dire l'octroi de toutes les subventions que les patrons de l'entreprise ont demandées.

On est donc toujours en droit de rester aussi sceptique sur cette prétendue "faillite", d'autant plus que la S.M.E.T. garde encore ouverts les chantiers du Lamentin et de la Croix au Sud.

Les ouvriers licenciés quant à eux exigent en tout cas que leurs indemnités leur soient payées. Jeudi 18 ils sont partis en débauchage jusqu'au chantier de Cluny où ils ont fait arrêter le travail. Car la S.M.E.T. poussait le culot jusqu'à continuer à faire des profits sur le dos des ouvriers tout en déclarant faillite pour en jeter d'autres à la porte.

Les ouvriers de la S.M.E.T. ont su ainsi employer le seul langage que comprennent les patrons. Mais ils doivent penser aussi que si la S.M.E.T. refuse de les payer ils peuvent prendre en garantie un capital qu'ils ont sous la main et qu'ils ont constitué avec leur travail le matériel et les machines de l'entreprise.

# SOUFRIERE : l'illusionniste

"Faire ce que l'on ne dit pas, faire sans dire, et dire sans faire" - telle est la définition de l'illusionnisme donné par un adepte de cet art.

Elle pourrait aussi s'appliquer aux actes de Monsieur AUROUSSEAU, préfet de la Guadeloupe.

Tout au long de l'affaire Soufrière, celui-ci n'a cessé de développer des programmes de constructions de centres d'accueil - dite "structures d'accueil" - puis de "H.L.M." puis encore de "PLR" et enfin un vaste programme très hardi de construction de 1500 cases en bois !

A notre humble connaissance, il n'y en a pas cent de construites à l'heure actuelle.

Et pourtant, le préfet continue imperturbablement à expliquer le programme mis en oeuvre. Il faut faire illusion.

Dans d'autres domaines il en est de même. Des noyaux de C.E.S. sont décidés

parait-il. Mais déjà on supprime certains d'entre eux - exemple Trois/Rivières.

Dans l'action en direction des chômeurs nous sommes bien souvent submergés d'une cascade de chiffres portant sur "l'aide aux chômeurs". Là aussi, la réalité est différente des discours du préfet. Tout d'abord, beaucoup de chômeurs - la majorité - ne peuvent travailler dans "les chantiers de chômage". Les autres les plus chanceux - ne touchent pas sans mal leur salaire. Dans certains cas ils reçoivent des salaires qui ne correspondent pas au travail accompli : ils sont inférieurs bien sûr !

En face d'un illusionniste, il faut ouvrir les yeux et le traquer pour déceler ses "trucs".

Qu'attendons nous pour réserver ce sort à AUROUSSEAU ?

-!-!-!-!-!-!-!-!-!-

## CANADA Québec

### le parti de l'indépendance au pouvoir

Au Québec, province du Canada habitée par des descendants de colons français, c'est le Parti Québécois, partisan de l'Indépendance, qui a remporté les élections pour la constitution du gouvernement de la province.

Le Canada, rappelons-le, est un état fédéral composé de plusieurs provinces.

En plus du gouvernement fédéral, qui dirige l'ensemble du pays, chaque province possède aussi son propre gouvernement.

Cette organisation du pouvoir à deux niveaux avait été mise en place, précisément pour laisser une certaine autonomie aux Canadiens francophones, qui représentent un quart de la population du pays soit 6 millions de personnes. On pensait ainsi satisfaire les tendances nationalistes au sein de cette communauté.

Le résultat des dernières élections semble démontrer que ces mesures étaient

insuffisantes. Doit-on en conclure que la majorité des habitants du Québec aspire de façon irréversible à l'indépendance politique ? Certains affirment que les difficultés économiques ont été le principal facteur de mécontentement à l'égard de l'ancien gouvernement.

De toutes façons, l'indépendance du Québec sur le plan politique ne mettrait pas fin à la domination américaine sur l'économie de la province. Tout au plus permettrait-elle à certains capitalistes québécois de marchander l'augmentation de "leur gâteau". Tels sont sans doute les buts des dirigeants du Parti Québécois, qui n'ont nullement en vue les intérêts des travailleurs, même si une fraction de ceux-ci leur accordent leur confiance.

-!-!-!-!-!-!-!-!-!-

## cinéma "le vieux fusil"

Une sympathique famille petite bourgeoise est menacée à la fin de la guerre par les milices de droite Française, quelque temps avant la libération. Le mari croyant bien faire envoie sa femme s'installer dans un petit village où on ont un vieux château. Là elles seront odieusement massacrées ainsi que tout le village par l'armée allemande.

Le mari, ce médecin plutôt "bon petit père tranquille" se transformera en implacable vengeur aveuglé par la douleur.

Il sortira de la poussière un "vieux fusil" de chasse et s'en prendra par toutes sortes de ruses au commandant allemand installé dans son vieux château.

Le défaut dans ce film, c'est l'on ne sorte pas du cadre devenu maintenant

classique et du "bon français" face au "mauvais allemand" à la manière de ces western où le bon cow boy finit par tuer les méchants indiens, sans compter ce qu'il peut y avoir de nationalisme dans tout cela.

De plus le metteur en scène n'a pas lésiné sur les scènes de violences : sang, cervelle en éclat, viol et chair cramoisie, sacrifiant quelque peu aux effets - chocs sur le Public -

Seul en définitive le jeu des acteurs préserve le film du cliché commercial. Philippe NOIRET est remarquable et confirme bien sa réputation d'un des meilleurs acteurs français actuels. Quant à Romy SCHEIDER, elle ne démérite pas, bien au contraire.